



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 11 avril 2017 (3<sup>ème</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2017-04-03/23**

**OBJET : Adoption des comptes de gestion principal et annexes**

L'an deux mille dix-sept, le onze avril à 18h36, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie du Moule sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)**

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)**

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE Denis, M. DELTA Edouard, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épse ARPHIEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme RAMASSAMY Yvelle, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, M. SIOUMANDAN Rénalt.

**CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Zéro (0)**

**CONSEILLERS EXCUSES : Zéro (0)**

**CONSEILLERS ABSENTS : Treize (13)**

Mme CARDOVILLE Prisca, M. DARTRON Jean, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, Mme GUILLAUME Stella, Mme LAUG Caroll, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MANETTE Sandra, M. MARCEL Edmond, M. MITEL Florent, Mme SERMANSON Sylvia.

**A été élue secrétaire de séance : Mme JASMIN Victoire**

**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

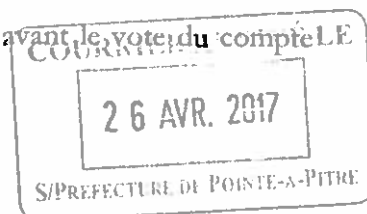
**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'agglomération ;**

**Vu les statuts de la CANGT.**

**Considérant** que les écritures comptables sont retracées dans deux documents distincts que sont, le compte administratif et le compte de gestion.

**Considérant** que le comptable doit présenter son compte de gestion, avant le vote du compte administratif avec lequel il doit être en parfaite concordance.



Considérant que les dépenses et les recettes relatives à l'exercice 2016 ont été réalisées par le Receveur communautaire.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'approuver le compte de gestion relatif à l'exercice 2016, placé en annexe de la présente délibération, pour le budget principal.

**ARTICLE 2 :** D'approuver le compte de gestion relatif à l'exercice 2016, placé en annexe de la présente délibération, pour le budget annexe « eau ».

**ARTICLE 3 :** D'approuver le compte de gestion relatif à l'exercice 2016, placé en annexe de la présente délibération, pour le budget annexe « assainissement collectif ».

**ARTICLE 4 :** D'approuver le compte de gestion relatif à l'exercice 2016, placé en annexe de la présente délibération, pour le budget annexe « assainissement non collectif ».

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Général de la Communauté et le Comptable Public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



La Présidente,

Gabrielle LOUIS CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*